



Signataire : Stéphane Florey

Date de dépôt : 25 octobre 2022

Question écrite urgente

Qu'attend le Conseil d'Etat pour agir contre les activistes qui perturbent la circulation et la sécurité de notre canton ?

Samedi 22 octobre des « militants » se sont collé la main sur le bitume à l'entrée du pont du Mont-Blanc. La circulation sur cette importante artère a été bloquée pendant une heure et demie dans les deux sens. Cette provocation n'est que la dernière d'une longue série venant d'un groupuscule connu pour commettre diverses infractions pénales dans le but de faire parler de lui. Et tant pis pour les risques que font peser ces actions sur la sécurité de la population.

Leur manifestation non autorisée du samedi 22 octobre au pont du Mont-Blanc est la deuxième cette année, après celle du 14 avril. D'aucuns s'interrogent sur l'absence de réactivité de nos autorités, et par conséquent sur leur acceptation tacite face à ce genre d'actions.

Pénalement, le comportement de ces activistes est notamment susceptible de réaliser tous les éléments constitutifs de la contrainte (art. 181 CP), des dommages à la propriété (art. 144 al. 1 CP) et surtout de l'entrave à la circulation publique (art. 237 ch. 1 CP). Par ailleurs, l'art. 10 de la loi sur les manifestations sur le domaine public (LMDPu) (F 3 10) prévoit que celui qui a omis de requérir une autorisation de manifester, ne s'est pas conformé à sa teneur ou ne s'est pas conformé aux injonctions de la police est puni de l'amende jusqu'à 100 000 francs.

Mes questions sont les suivantes :

Qu'attend le Conseil d'Etat pour agir contre les activistes qui perturbent la circulation et la sécurité de notre canton ? Toutes plaintes utiles ont-elles été déposées ?

Je remercie le Conseil d'Etat de ses réponses.